

Questions orales

services. Le premier ministre l'a défendu, disant que la proposition resterait ce qu'elle est.

Cette taxe ne devait pas apporter de nouvelles recettes, devait être visible et devait faire l'objet d'une collaboration avec les provinces, mais ce que le ministre des Finances nous a présenté jusqu'à maintenant et continuera de nous présenter demain n'a aucune de ces caractéristiques. Ne comprendra-t-il pas qu'il doit retirer cette proposition, réduire les taux d'intérêt, s'assurer que les exportations sont protégées et essayer de faire les choses comme il faut?

• (1430)

M. Wilson (Etobicoke—Centre): Monsieur le Président, le député nous dit: «Abaissez les taux d'intérêt.» Je ne suis pas le Père Noël. Nous ne sommes pas encore à la veille de Noël, et il ne suffit pas de dire «Abaissons les taux d'intérêt».

Je demande au député de penser à la façon dont il va s'y prendre pour abaisser les taux d'intérêt. Les prêts bancaires ont augmenté de 11,5 p. 100. Pour faire baisser les taux il faudrait imprimer de l'argent, ce qui fait que les prêts bancaires augmenteraient de 12, 13, 14 ou 15 p. 100, alors que l'économie n'augmente que de 7 p. 100.

Comment cela va-t-il aider à combattre l'inflation? Bien au contraire, cela va attiser l'inflation, ce qui va entraîner une augmentation des taux d'intérêt, c'est-à-dire ramener le problème même qu'il veut résoudre. Ce qu'il est en train de nous dire, c'est traitons les symptômes, mais négligeons les causes.

De ce côté, nous comprenons les causes, et c'est à elles que nous nous attaquons au lieu de nous contenter de dire «faites ceci, faites cela» au sujet des symptômes, ce qui ne contribuerait en rien à résoudre les problèmes que nous avons.

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Monsieur le Président, ma question s'adresse elle aussi au ministre des Finances. Il a déclaré vendredi à la Chambre qu'il appuie entièrement la politique des taux d'intérêt élevés appliquée par le gouverneur de la Banque du Canada. Vendredi également, l'économiste en chef de la Banque de Montréal a dit que le gouverneur Crow veut délibérément affaiblir l'économie pour paver la voie à l'introduction de la TPS.

Des voix: Oh, allons donc!

M. Nystrom: C'est l'économiste en chef de la Banque de Montréal qui le dit.

Le gouvernement a-t-il pour politique de créer délibérément un ralentissement de l'économie afin de créer du chômage, de sorte que les travailleurs aient peur de réclamer des hausses de salaire pour compenser la hausse du coût de la vie que provoquera l'entrée en vigueur de la TPS? Est-ce là la politique du gouvernement? L'économiste en chef de la Banque de Montréal a-t-il raison de dire que c'est ce qui se passe?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je tiens à dire tout de suite que je rejette complètement cette interprétation machiavélique de la politique du gouvernement.

Le député sait très bien pourquoi nous suivons les politiques actuelles, et c'est parce que nous nous inquiétons très réellement du niveau de l'inflation. Je demande au député de réfléchir à l'impact de l'inflation sur les personnes âgées, sur les personnes qui vivent de revenus fixes et sur les personnes à faible revenu. Ce sont les gens dont nous nous préoccupons quand nous suivons nos politiques actuelles.

Si le député veut ne pas en tenir compte, je lui demande encore une fois de réfléchir à ce qu'était la situation en 1981-1982 lorsque le pays était en proie à un sentiment de désespoir, lorsque les gens se disaient: «Nous allons subir un taux d'inflation de 12 ou 13 p. 100 pendant encore longtemps. C'est ça qui a fait grimper les taux d'intérêt. Que le député y réfléchisse et se demande si les politiques que nous suivons sont les bonnes, car nous faisons tout ce que nous pouvons, au moyen de nos politiques actuelles, pour éviter que cela se reproduise.

M. Nystrom: Monsieur le Président, pour remonter à 1982, le premier ministre de l'époque, M. Trudeau, disait qu'il était encore possible de coller la trouille aux gens en créant plus de chômage. Ce que je tiens vraiment à savoir du ministre des Finances, c'est s'il suit une politique de ce genre.

Nous avons le taux d'intérêt le plus élevé à peu près du monde industrialisé, puisqu'il dépasse d'environ 400 centièmes de point celui des États-Unis. Le taux de chômage augmente, et nous avons le premier déficit commercial mensuel depuis treize ans et demi à peu près.

Qu'est-ce qu'il va falloir comme recul économique pour que le ministre des Finances s'entretienne entre quatre-yeux avec John Crow et exige que ce dernier fasse baisser les taux d'intérêt? Est-ce qu'il a pensé par